

# 3337 LA BAISSE LANIEL ? UNE FUMISTERIE !

répondent  
les  
travailleurs

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 372

JEUDI 10 SEPTEMBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

**B**ASSE Laniel, c'est le grand cri du jour savamment orchestré par la presse à gages. Baisse Pinay ou baisse Blum, c'est du air même. Les travailleurs en sont revenus. La baisse, cela fait partie de l'arsenal des gouvernements pour refuser toute augmentation de salaire. La baisse n'aura pas lieu effectivement. Ce n'est pas parce que il y aura baisse de 5 % sur les frigidaires ou les poèles à frire que le coût de la vie baissera, que le pouvoir d'achat sera revigorisé. D'abord parce que les prix de revient de ces marchandises sont incontrôlables chez les moulins pas plus que chez le boucher ou l'épicier ou le cours des Halles.

La baisse est une fumisterie et ses propagandistes, des imposteurs.

Les commerçants sans exception se refusent à baisser leurs prix et l'Etat ne peut rien contre eux, pas plus que les appels démagogiques ou les affirmations erronées d'un Drugert, qui menacent les bouchers de sanctions sans toutefois préciser ces dernières, qui sont pure fiction, n'en disconviennent pas.

La baisse est déjà mise en brèche par la hausse des cours qui s'est produite aux Halles. Centrales sur les produits alimentaires de première nécessité pendant tout le courant du mois d'août.

Prétexte facile, la grève des chemins de fer, mais les transports routiers ont donné à plein, ceux-ci sont moins onéreux que les transports fer-

roviaires en tenant bien compte, qu'ils livrent à domicile, et sans double manutention. Cependant, sans chemin de fer, Paris n'a pas manqué de vivres. Spéculation criminelle, cela est incontestable et contre cela l'Etat n'a rien fait. Ne venait-il pas en cette même période de donner satisfaction aux gros exploitants viticultrices en fixant le prix du vin à 290 francs. Le dégusté et en leur accordant une prime pour la destruction de plants de vignes afin d'éviter une récolte trop abondante et l'affondrement des cours. Il en sera de même pour le blé si demain les silos régorgeant de cette céréale ou de toute autre. Qu'importe que le peuple crève de faim, pourvu que les affameurs subsistent, tel est le rôle de l'Etat, instrument de domination de la classe possédante.

La baisse Laniel, c'est le miroir aux alouettes d'un système qui s'effondre mais qui ne veut pas mourir. La crise du régime est à un point culminant. L'erreur de la bourgeoisie est de la faire supporter de cette forme du monde du travail. La classe ouvrière vient de lui signifier qu'elle se refuse à payer les pots cassés et en simple avertissement, les dernières grèves devraient faire réfléchir les mandataires du capital. Le climat est révolutionnaire. Pas de paix sociale en régime capitaliste mais GUERRE sociale.

Vers plus de bien être, plus de liberté, les travailleurs vont de l'avant.



VOILA déjà bientôt trois semaines que le mouvement de grève, le plus puissant qui ait eu lieu en France depuis 1936, s'est terminé brutalement, trahi par les directions syndicales et politiques. Le mouvement de grève est terminé, mais les problèmes, plus exactement le problème posé reste sans solution.

Les centrales syndicales F.O., C.F.T.C., C.G.T. n'ont pas encore osé faire le bilan de cette formidable levée ouvrière. Elles ne feront pas ce bilan. Elles se contentent d'être satisfaites, chacune pour soi. Mais c'est une satisfaction forcée, de façade. Les directions syndicales et politiques ont compris que ce mouvement avait failli balayer non seulement la bourgeoisie mais elles-mêmes. Elles ont compris, et leur peur était aussi grande pour cette raison que celle de la bourgeoisie, que cette levée de masse, que cette grève générale

avait pris des perspectives révolutionnaires.

Si depuis neuf ans les centrales syndicales, les partis politiques contrôlant la majorité de la classe ouvrière pouvaient s'estimer les gardiens vigilants d'une situation sociale uniquement déterminée par la classe dominante parce qu'ils contrôlaient, ou croyaient contrôler, pour le compte de la bourgeoisie, la seule force capable de renverser cette situation, il a bien fallu que les syndicats, les partis, se rendent à l'évidence : les travailleurs ne marchent plus, ils entendent « que ça change ».

Et c'est ainsi que ce mouvement a posé le problème des rapports entre les travailleurs et leurs organisations syndicales. L'unanimité du mouvement, l'action d'ensemble, le caractère de grève générale ont été le seul fait des travailleurs. A aucun moment, F.O., C.G.T., C.F.T.C. n'ont donné le mot d'ordre de grève générale, n'ont tenté par des déclarations officielles l'unité d'action.

Les travailleurs ont été, avant d'être trahis, abandonnés. Aucune confédération syndicale, aucun parti politique n'a donné des perspectives claires, n'a donné une orientation précise, un programme précis.

Cette attitude de trahison « des représentants de la classe ouvrière », revêt maintenant, après coup, un aspect positif. Après 36, les ouvriers avaient rejoint en masse la C.G.T. et le parti communiste : l'enthousiasme, les illusions dans l'action parlementaire en étaient les causes. Cette fois, aucune centrale n'a enregistré un recrutement, aucun parti politique ne peut se vanter d'une influence plus grande. Les adhérents sont méfiants et les inorganisés sont restés dehors. Par cet aspect, l'optimisme sera plus grande, que la spontanéité sera plus grande, que le contrôle du prochain mouvement par les organisations ouvrières sera encore plus difficile.

La lutte que poursuivent depuis 35 semaines les travailleurs du Havre, complètement isolés, donne la mesure de la volonté de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est plus que des augmentations de salaires, c'est plus que l'abrogation des décrets-lois, c'est plus qu'un changement de gouvernement que veut, peut-être inconsciemment, la classe ouvrière : c'est un profond bouleversement des structures économiques, politiques.

Les comités de grèves démocratiques, les comités d'action à la base constitués par les travailleurs pendant le mouvement d'août doivent non seulement maintenir leur existence, mais se renforcer.

Veut-on par la inspirer une nouvelle organisation syndicale ou politique ? Non. L'abandon, la trahison

des organisations ouvrières a imposé cette nouvelle forme organisationnelle au prolétariat en lutte pendant un moment donné. Et cette forme choisie, adoptée par l'ensemble, doit se développer et continuer jusqu'au bout la lutte entreprise.

Cette forme organisationnelle

doit être l'étape nécessaire à un regroupement, à une réunification du prolétariat.

Les buts immédiats de ces comités coordonnés doivent être par la grève générale.

Le relèvement des salaires avec le minimum de 30.000 francs.

Semaine de 40 heures.

Retraite uniforme à tous les travailleurs.

Imposer la cessation de la guerre d'Indochine.

Imposer l'indépendance aux peuples coloniaux.

Le gouvernement, l'état bourgeois enfermé dans ses contradic-

tions, prisonnier de son régime ne peut faire un pas en avant, ne peut même plus donner l'os à ronger pour mettre fin à l'agitation sociale. Pour le prolétariat, le dilemme est clair : ou sombrer avec le régime dans la guerre et le fascisme ou combattre implacablement jusqu'à sa victoire.

Il faut que les travailleurs prennent conscience de leur force invincible, de la faiblesse de la bourgeoisie que la moindre secousse risque de balayer. Les organisations officielles se sont refusées à donner, chacune pour des raisons particulières, cette secousse. L'armée nouvelle que les travailleurs ont forgée pendant la grève : les comités d'action, les comités démocratiques de grève, est celle qui doit leur assurer la victoire et être à l'origine du regroupement prolétarien qui ouvrira la marche à la Révolution sociale.

René LUSTRE.

## Voizard, homme de main de Juin va continuer en Tunisie « l'œuvre civilisatrice » de Hauteclercque

**L**ES pantins du gouvernement s'agitent de plus en plus dans leur guignol sinistre à propos de l'Afrique du Nord. Ça va mal. Des conceptions s'affrontent ayant toutes pour but de mater des exploités qui ont conscience de leur misère et qui se révoltent. Le ministre Mitterrand est parti, car les petites idées qu'il avait derrière la tête n'ont pas été prises en considération : il veut nous faire croire, sans rire, que ces idées sont humanitaires.

Plus rien ne peut se faire sans l'accord du peuple

**C**'EST un fait bien établi, qu'en Afrique du Nord, plus rien ne peut être fait sans l'accord des partis nationalistes soutenus par l'ensemble de la population. Même le Sultan du Maroc et le Bey de Tunisie tremblent devant ces partis qui, au-

à une fraction révolutionnaire libertaire qui existe déjà en fait.

### Juin, Maréchal de Franche mène la barque

**J**UIN joue un rôle prédominant en Afrique du Nord. Il est Maréchal et, à ce titre, il marche sur les traces sanglantes de son frère Pétain. Il se figure déjà être maître du pays et exerce ses talents de fasciste et de soutien du capitalisme, sur les contrées d'outre-mer où lui laisse facilement carte blanche. Une publicité savamment orchestrée autour de son nom tend à le rendre populaire, assez vainement il faut le reconnaître, car les Français n'ont pas la mémoire si courte que voulait le croire son prédécesseur.

Juin est à l'origine des derniers événements du Maroc. Il est à la tête de la réaction qui a enfin trouvé un homme qu'elle cherchait depuis quelque temps. Agira-t-il à sa guise en Tunisie ? Telle est la question qu'on peut se poser après la nomination de Voizard au titre de résident général en ce pays !

### Un Ministre démissionne

**A**PROPOS de la nomination du nouveau résident, François Mitterrand, en regrettant « un souci supplémentaire pour M. Lanier », a donné sa démission du gouvernement. Il déclare :

C'est une question d'honnêteté. Je ne suis pas d'accord, je m'en vais. Au fond, la question reste posée de notre politique étrangère en Afrique comme en Asie. J'ai voulu apporter une réponse. Au-delà de divergences partielles ou d'incidents qui auraient pu aisément être réglés, il y a un conflit plus profond entre des conceptions générales.

Il n'a pas été très méchant, il est passé à côté du problème. La querelle n'est pas très grave. Mitterrand s'est ménagé une prochaine rentrée, il s'est octroyé seulement, quelques vacances bien payées.

Cette querelle d'intérêts, nous intéressera peu, sinon dans la mesure où nous apercevons les loups se dévorer entre eux, ce qui est toujours bon pour le pauvre monde.

### De Hauteclercque à Voizard

**M**DE HAUTECLERQUE, de siège, pour une bonne part des ratisages du Cap Bon, des massacres de

Michel MALLA.

(Suite page 2, col. 5.)

## NOUS DEVONS CONTINUER !

Camarades, Amis

Encore une fois nous sonnons l'alerte. Encore une fois nous vous appelons à l'aide. Et cela sans détour, sans honte. Pourquoi faudrait-il nous cacher, cacher notre pauvreté, tendre la main honteusement.

Vous savez, tout le monde sait comment nous faisons paraître **Le Libertaire**, comment nous continuons, avec maintenant encore plus d'espoir, notre combat pour la révolution communiste, notre révolution communiste libertaire.

Sans autres ressources que la vente du journal, le dévouement de nos militants, la bonne volonté de nos amis, nous sommes constamment dans l'incertitude pour l'avenir de notre arme essentielle, de notre outil principal de propagande : **LE LIBERTAIRE**.

Alors que des perspectives de luttes révolutionnaires se précisent pour les mois à venir, nous verrons-nous obligés de nous taire, de nous agenouiller devant le mur d'argent que dresse le capitalisme devant les organisations révolutionnaires ?

Alors que notre organisation a toutes les chances pour la relève des organisations que le prolétariat se prépare à rejeter, nous laisserons-nous condamner à mort par l'argent ?

L'effort maximum doit être donné par tous. Ce n'est pas l'effort pour tenir seulement un journal, c'est l'effort que nous devons tous nous imposer pour une grande victoire, la victoire de la classe ouvrière.

Camarades, accepterons-nous de disparaître, alors que notre place, notre devoir, notre chance sont dans la lutte révolutionnaire, ouverte par les travailleurs dans ce mois d'août 1953 ? Verser d'urgence tous les fonds au C.C.P., René Lustre 8032-34, Paris, 145, quai de Valmy, Paris-10.

**L**'OFFENSIVE de paix bat son plein. Après l'arrivée au pouvoir de Malenkov, la diplomatie soviétique, employant un ton plus modéré, laissait entrevoir un nouveau dialogue possible sur les problèmes en suspens : affaire coréenne, règlement de l'unification allemande, traité de paix avec l'Autriche. Ce désir apparent de conciliation manifesté par l'U.R.S.S. avait été accueilli avec beaucoup de froideur à Washington, et il avait été nécessaire à ce moment que les diplomates de Londres fassent preuve d'une certaine opiniâtreté pour obliger les U.S.A. à sortir de leur réserve. Londres n'a toujours pas renoncé à reconquérir ses marchés commerciaux en Extrême-Orient, et particulièrement en Chine, quand même cette Chine serait communiste. Premier résultat, conclusion d'un armistice en Corée, armistice dont les négociations traînent depuis près d'un an. La paix en Corée n'en était pas réussie.

La lutte que poursuivent depuis 35 semaines les travailleurs du Havre, complètement isolés, donne la mesure de la volonté de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est plus que des augmentations de salaires, c'est plus que l'abrogation des décrets-lois, c'est plus qu'un changement de gouvernement que veut, peut-être inconsciemment, la classe ouvrière : c'est un profond bouleversement des structures économiques, politiques.

Les comités de grèves démocratiques, les comités d'action à la base constitués par les travailleurs pendant le mouvement d'août doivent non seulement maintenir leur existence, mais se renforcer. Veut-on par la inspirer une nouvelle organisation syndicale ou politique ? Non. L'abandon, la trahison

de prestige ? Mais nos trois larrons occidentaux ne se tenant pas pour battus, jouant à leur tour les conciliateurs, ils offraient à M. Molotov une nouvelle proposition de rencontre. Pour ménager les susceptibilités russes, la Suisse, pays neutre, était proposé ; rendez-vous, fixé dans la ville de Lugano pour le 15 octobre. De plus, la rencontre aurait lieu entre ministres des Affaires étrangères, et mieux encore l'on accepte de tenir compte des objections de Moscou et de lier les problèmes allemand et autrichien. Dans ce même temps, il y a bien évidemment les gaffes calculées ou non de M. Foster Dulles, où, dans sa déclaration publique, il fait état du gouvernement de l'Allemagne de l'Est, fantoche soviétique est, et où il déclare également qu'implicitement la victoire d'Adenauer est une condition de l'unité allemande. Adenauer ne voulant pas être en reste jouant déjà le partenariat majeur du bloc occidental, lance un projet en l'air de pacte de garantie entre l'Europe et l'U.R.S.S., mais par ailleurs, répondant aux questions des journalistes, l'homme de paille du bloc occidental souligne que l'armée européenne reste une nécessité, que les puissances occidentales, en signant les accords de Bonn, s'étaient détachées des accords de Potsdam, impliquant de ce fait que dans un futur traité de paix l'Allemagne restera libre de s'associer aux partenaires de son choix. Si l'on accepte l'hypothèse que l'U.R.S.S. accepte de se rendre à Lugano, est-ce à dire que pour autant le règlement du problème allemand et autrichien est en bonne voie ? C'est pour le moins probable.

Si les représentants des deux blocs proclament bien haut leur volonté de réaliser l'unité de l'Allemagne, aucun ne souhaite réellement. En abandonnant l'occupation de l'Allemagne de l'Est, les dirigeants de Moscou perdent le contrôle politique direct qu'ils exercent actuellement sur les démocraties populaires limitrophes de l'Allemagne ; de plus, les événements du 17 juin ont démontré la fragilité du pouvoir de Grotewohl. Quant aux tenants du bloc occidental, leur départ pourrait bien à bref délai permettre au peuple allemand de balayer Adenauer et sa suite ; et alors finis les investissements de capitaux en Allemagne.

De toutes ces perspectives où les tartufes de chancellerie jouent le jeu normal de la diplomatie, que peuvent en attendre le peuple allemand et le peuple autrichien ? Rien de bon assurément ; il leur reste à jouer leur propre jeu. Préparer les esprits à leur faire entrer qu'il n'existe d'issue pour assurer la paix et le bien-être social que dans la voie révolutionnaire. Et c'est comme toujours dans la lutte sociale de tous les jours que les peuples allemand et autrichien prendront conscience de cette nécessité et vomiront l'action des partis démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates, souteneurs des chancelleries retrouveront le véritable chemin de la paix et de la liberté.

R. CARON.

## La situation politique actuelle en Italie

**L**ES élections du 7 juin et les événements qui les ont suivies démontrent que le politique centraliste de De Gasperi est profondément vicié à la base : en premier lieu le démembrement des petits partis alliés (libéraux, républicains et sociaux-démocrates), secondement le déplacement à gauche dans le corps électoral, l'ont démontré.

La faillite de la loi électorale d'escroquerie (la « legge truffa ») établie dans l'intention précise de stabiliser une situation qui puisse permettre de poursuivre la politique démo-chrétienne, c'est-à-dire la préparation de toute une série de lois (anti-greves, contre la liberté de presse) et l'instauration de la dictature des secteurs les plus arrachés de la bourgeoisie, cette faillite de la « legge truffa » a placé en crise de superstructure l'Etat capitaliste. L'absence d'une majorité par-

lementaire, le « gauchisme » social-démocrate, les résistances à une orientation vers la droite manifestées par le courant Gronchi et les représentants syndicaux de parti Démocrate-chrétien ont déterminé le torpillage du 8<sup>e</sup> Cabinet De Gasperi.

Les longues et laborieuses tractations qui ont suivi pour le choix de la nouvelle personnalité chargée de former le gouvernement sont la preuve de la fluidité de la situation politique, qui peut préluder à de nombreuses surprises.

Laissant de côté l'alliance des démo-chrétien avec la droite (qui a posé clairement ses conditions), alliance qui est l'objectif logique du centralisme démo-chrétien, occupons-nous de l'attitude des deux partis de gauche dans le corps électoral, l'ont démontré.

# POLICE SECRETE A L'AMERICAINE

## Dix mille chiens de garde

Il y a eu un temps où le Klan laissait le soin d'espionner à son Club des Klavaliens et à ses diverses organisations de façade, mais ces dernières années, on a assisté à une campagne en faveur d'une « participation active » de tous les Klansmen d'Amérique à l'espionnage contre les syndicats, les groupes de défense des minorités, etc. Toute opposition à la suprématie blanche et à la ségrégation raciale est considérée comme une manœuvre subversive et signalée comme telle. L'information est cordialement reçue.

Je me souviens d'un exemple où l'on a vu le C.I.O. demander au F.B.I. d'enquêter sur le K.K.K. et le K.K.K. contre-attaqua en demandant au F.B.I. d'enquêter sur le C.I.O., accusant celui-ci d'être « un nid de judéo-communistes et de négrophiles ». Touchant de près ces trois organisations, je puis affirmer que l'enquête du F.B.I. sur le C.I.O. a été très serrée, mais qu'il n'a pas pour le K.K.K. que des sourires indulgents.

Toujours dans la ligne de ses emprunts à Hitler, le Klan a introduit les

enfants dans son réseau d'espionnage, les dressant à rapporter les propos de leurs professeurs et de leurs voisins. C'est le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Les professeurs qui s'opposent à la suprématie blanche, disait Vittur, sont la menace la plus grave qui pèse sur nous. Tout ce qu'il nous faut, c'est leurs noms, nous nous chargerons du reste ! »

On eut, quelques mois plus tard, un exemple du fonctionnement de ce système d'espionnage lorsque le K.K.K. brûla une grande croix devant la maison du professeur d'éducation physique de l'école secondaire de Lakeview, en Géorgie, Walter Bowland. Bowland demanda protection au shérif, mais il s'entendit répondre : « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

## Les procès truqués

COMME les agents du F.B.I., les membres du K.K.K. sont virtuellement à l'abri des poursuites pour les crimes qu'ils commettent. Quand j'étais au Klan, on nous invitait fréquemment à faire connaître notre qualité de membres par des signes secrets dans l'éventualité d'une arrestation ou d'un procès. Je pus me rendre compte que ce n'était pas de la pure propagande un jour que je fus arrêté par un agent pour avoir brûlé un feu rouge. Comme je sortais mon permis de conduire de mon portefeuille, il aperçut ma carte du Klan. « Pourquoi ne me l'avez-vous pas dit plus tôt ? », demanda-t-il, et il déchira le procès-verbal.

Cela me rappela le serment que j'avais fait en entrant au Klan : de prêter en toute occasion aide et assistance à un Frère Klansman — « sauf en cas de trahison, de viol ou de meurtre quelconque ». Je pus me rendre compte par la suite que pour le Klan, n'était pas un meurtre qualifié d'assassiner des Noirs, des juifs, des catholiques, des syndicalistes ou des communistes.

Le Klan ne compte pas seulement sur ses complicités dans la police et sur le parjure pour assurer l'immunité aux exécutants de ses crimes. En plus, des efforts particuliers sont faits pour faire entrer des magistrats dans le Klan, efforts qui sont très souvent couronnés de succès. C'est ainsi que le « Frère Juge » Luke Arnold s'est fait une spécialité de traiter dans les kavernes du Klan des sujets tels que ce lui-ci : « Plan pour empêcher les Noirs de voter. » Et il y a aussi un « Frère Juge », Caleb Callaway, à qui on peut toujours faire confiance quand il s'agit de rendre une décision « conforme aux principes du Klan ».

Souvent, on nous ordonnait d'aller remplir le tribunal où siégeait le Juge

## Vote au revolver

Le s'ensuivit une campagne de terreur forcée, dont l'apothéose fut une vague de défilés masqués et de bûchers de croix sur les pelouses du tribunal la veille des élections. L'une de ces croix portait une pancarte où étaient écrits ces mots : « Cette croix brûle grâce au carburant du comté ». A Lulu, une affiche fut placardée sur

la porte d'une église noire, où l'on pouvait lire : « Le premier Noir de Géorgie qui vote est un homme mort ». A Columbus, le Klan fit jeter par avion des tracts menaçants sur les quartiers noirs. De nombreux Noirs recurent dans leur courrier des accusations de : « Tu feras mieux de rester chez toi le jour des élections. - KKK ». Le jour de

l'élection, d'autres Noirs trouvèrent sur la porte une grande croix devant la maison du professeur d'éducation physique de l'école secondaire de Lakeview, en Géorgie, Walter Bowland. Bowland demanda protection au shérif, mais il s'entendit répondre : « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

Le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavaliens. « Je vous

## Problèmes essentiels

## APOLITISME ET POLITIQUE OUVRIERE

**A** -T-IL existé, peut-il exister des grèves strictement fomentées par des groupes ou partis politiques et à leur service exclusif ? La réponse est évidente : pour que le prolétariat ou une fraction du prolétariat se mette en mouvement, décide de cesser le travail, il faut qu'il y ait au moins la possibilité, pour les agitateurs politiques, d'exploiter un mécontentement, une revendication. Même si ce mécontentement, cette revendication sont déviés de leur voie première, même s'ils sont habilement mêlés à des luttes de classes de la bourgeoisie contre d'autres, même s'ils sont masqués sous la confusion d'une lutte patriotique par exemple, il n'en est pas moins vrai que la racine du mouvement, de la grève, c'est l'existence d'une revendication, c'est l'existence, plus ou moins ouverte, plus ou moins visible, de la lutte des classes.

Il n'y a donc pas de grèves strictement « politiques », et même les grèves soutenues par les nazis en Allemagne avant leur prise du pouvoir ou par le S.I.R. chez Renault, reposaient sur la réalité de la lutte des classes. Le problème pour les militants ouvriers conscients, pour les révolutionnaires, dans le cas d'une grève lancée ou dirigée — sur la base, non apparente, de la lutte de classes — par une fraction politique et pour son seul intérêt, est un problème d'ordre tactique : suivant les conditions et les possibilités, participer à la grève pour faire ressurgir son véritable caractère prolétarien, pour dépasser les politiciens ou au moins démasquer leurs buts contraires aux intérêts ouvriers, ou bien dénoncer cette grève.

Retenons en tout cas, qu'il ne peut exister de grève purement politique, au sens de « au service d'un groupe politique », qu'il peut exister des mouvements confus, que les travailleurs peuvent être abusés ou trahis, mais que jamais un mouvement de grève n'est décidé artificiellement sans qu'il repose sur une réalité profonde de lutte de classes.

**L**ES tentatives des groupes politiques de se servir des grèves, d'utiliser l'action ouvrière pour des buts qui ne sont pas reconnus par l'ensemble du prolétariat, ont créé une telle méfiance chez les travailleurs que nous avons vu se développer un esprit d'apolitisme visant à confiner les grèves dans leur aspect de revendication professionnelle limitée.

En vérité, il y a deux sortes d'apolitisme. Il y a l'apolitisme des grèves des siècles passés, des époques où la revendication ne mettait nullement en cause la structure sociale bien qu'elle exprimât, évidemment, une lutte de classes. Cet apolitisme était un produit de l'époque — la lutte de classes ne posant pas encore le problème révolutionnaire — et surtout n'était que l'expression de l'inconscience des masses ouvrières ne se rendant pas compte de la nature profonde de leurs luttes. Apolitisme inconscient,

**Le Libertaire**  
pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 24 Septembre

**REDACTION-ADMINISTRATION**  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>)  
C.C.P. 8032-34  
  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant, Paris-1<sup>e</sup>  
F. ROCHON, imprimeur.

1<sup>er</sup> LOT : 700 francs

J. Maitron. — Paul Delesalle.  
J. Graves. — Réformes, Révolution.

2<sup>er</sup> LOT : 850 francs

D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.  
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.  
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3<sup>er</sup> LOT : 950 francs

H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952).  
Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).  
> — (1884-1895).

4<sup>er</sup> LOT : 550 francs

L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.  
J. Grave. — Réformes, Révolution.  
C. Bernerl. — Le juif antisémite.

5<sup>er</sup> LOT : 2.500 francs

P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.  
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.  
J.-J. Brieux. — La Chine du nationalisme au communisme.



# LE CAPITALISME ET L'ÉTAT contre les travailleurs

Michel BAKOUNINE

(Extraits de la Révolution Sociale et la Dictature Militaire)

## La Terreur gouvernementale, arme bourgeoise et contre-révolutionnaire

La révolution jacobine, bourgeoise, exclusivement politique, de 1792 à 1794, devait nécessairement aboutir à l'hypocrisie légale et à la solution de toutes les difficultés et de toutes les questions par l'argument victorieux de la guillotine.

Quand, pour extirper la réaction, on se contente d'attaquer ses manifestations, sans toucher à sa racine et aux causes qui la produisent toujours de nouveau, on arrive forcément à la nécessité de tuer beaucoup de gens, d'exterminer, avec ou sans formes légales, beaucoup de réactionnaires. Il arrive fatallement, alors, qu'après en avoir tué beaucoup, les révolutionnaires se voient amenés à cette mélancolique conviction, qu'ils n'ont rien gagné, ni même fait faire un seul pas à leur cause ; qu'au contraire ils l'ont desservie et qu'ils ont préparé de leurs propres mains le triomphe de la réaction. Et cela pour une double raison : la première, c'est que les causes de la réaction ayant été épargnées, elle se reproduit et se multiplie sous des formes nouvelles ; et la seconde, c'est que la tuerie, le massacre, finissent par révolter toujours ce

qui il y a d'humain dans les hommes et par faire tourner, bientôt, le sentiment populaire du côté des victimes.

La révolution de 1793, quoi qu'on en dise, n'était ni socialiste, ni matérialiste, ou, pour me servir de l'expression prétentueuse de M. Gambetta, elle n'était point tout positiviste. Elle fut essentiellement bourgeoise, jacobine, métaphysique, politique et idéaliste. Généreuse et infiniment large dans ses aspirations, elle avait voulu une chose impossible : l'établissement d'une égalité idéale, au sein même de l'inégalité matérielle. En conservant, comme des bases sacrées, toutes les conditions de l'inégalité économique, elle avait cru pouvoir réunir et envelopper tous les hommes dans un immense sentiment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle, morale, politique et sociale. Ce fut son rêve, sa religion manifestes par l'enthousiasme et par les actes grandiosement héroïques de ses meilleurs, de ses plus grands représentants. Mais la réalisation de ce rêve était impossible, parce qu'il y avait, dans les lois naturelles et sociales,

tre les détenteurs. Je me borne à constater, simplement, que les propriétaires et les capitalistes, en tant qu'ils vivent, non de leur propre travail productif, mais de la rente de leurs terres, du loyer de leurs bâtiments, et des intérêts de leurs capitaux, ou bien de la spéculation sur leurs terres, sur leurs bâtiments et sur leurs capitaux, ou bien de l'exploitation soit commerciale, soit industrielle, du travail manuel du prolétariat, — spéculation et exploitation qui constituent sans doute aussi une sorte de travail, mais un travail parfaitement improductif (à ce compte les voleurs et les rois trahissent aussi), — que tous ces gens-là, dis-je, vivent au détriment du prolétariat.

Je sais fort bien que cette manière de vivre est infiniment honnête dans tous les pays civilisés, qu'elle est expressément, tendrement protégée par tous les Etats, et que les Etats, les religions, toutes les lois juridiques, criminelles et civiles, tous les gouvernements politiques, monarchiques et républicains, avec leurs immenses administrations policières et judiciaires et avec leurs armées permanentes, n'ont proprement pas d'autre mission que de la consacrer et de la protéger. En présence d'autorités si puissantes et si respectables, je ne me permets donc pas même de demander si cette manière de vivre, au point de vue de la justice humaine, est légitime ? Je me demande simplement : à ces conditions-là, la fraternité et l'égalité, entre les exploités et les exploitants, et la justice ainsi que la liberté pour les exploités, sont-elles possibles ?

Supposons même, comme le prétendent Messieurs les économistes bourgeois, et avec eux tous les avocats, tous les adorateurs et croyants du droit juridique, tous ces prêtres du code criminel et civil, supposons que ce rapport économique des exploitateurs aux exploités soit parfaitement légitime, qu'il soit la conséquence fatale, le produit d'une loi sociale éternelle et indestructible : toujours reste-t-il vrai que l'exploitation exclut la fraternité et l'égalité.

## L'arme prolétarienne : expropriation du capitalisme

Faut-il répéter les arguments irrésistibles du socialisme, des arguments qu'aucun économiste bourgeois n'est jamais parvenu à détruire ? — Qu'est-ce que la propriété, qu'est-ce que le capital, sous leur forme actuelle ? C'est, pour le capitaliste et pour le propriétaire, le pouvoir et le droit, garanti et protégé par l'Etat, de vivre sans travailler, et, comme ni la propriété ni le capital ne produisent absolument rien, lorsqu'ils ne sont pas fécondés par le travail d'autrui, d'exploiter le tra-

vail de ceux qui, n'ayant ni propriété ni capitaux, sont forcés de vendre leur force productive aux heureux détenteurs de l'une ou de l'autre.

Remarquez que je laisse ici absolument de côté cette question : Par quelles voies et comment la propriété et le capital sont tombés entre les mains de leurs détenteurs actuels ? Question qui, lorsqu'elle est envisagée au point de vue de l'histoire, de la logique et de la justice, ne peut être résolue autrement que con-

## Pourquoi la propriété capitaliste doit « disparaître »

Elle exclut l'égalité économique ; cela s'entend de soi-même. Supposons que je sois votre travailleur et vous mon patron. Si je vous offre mon travail au plus bas prix possible, si je consens à vous faire vivre du produit de mon travail, ce n'est certes pas par dévouement, ni par amour fraternel pour vous, — aucun économiste bourgeois n'osera l'affirmer, quelques idylliques et naïfs que soient les raisonnements de ces messieurs lorsqu'ils se mettent à parler des rapports et des sentiments réciproques qui devraient exister entre les patrons et les ouvriers, — non, je le fais parce que, si je ne le faisais pas, moi et ma famille nous mourrions de faim. Je suis donc forcé de vous vendre mon travail au plus bas prix possible, j'y suis forcé par la faim.

Mais — disent les économistes, les propriétaires, les capitalistes, les patrons, sont également forcés de chercher et d'acheter le travail du prolétariat. — C'est vrai, ils y sont forcés, mais pas également. Ah ! s'il y avait éga-

lité entre le demandeur et l'offrant, entre la nécessité d'acheter le travail et celle de le vendre, l'esclavage et la misère du prolétariat n'existerait pas. Mais c'est qu'alors il n'y aurait plus ni capitalistes, ni propriétaires, ni prolétariat, ni riches, ni pauvres, il n'y aurait rien que des travailleurs. Les exploitateurs ne sont et ne peuvent être tels, précisément que parce que cette égalité n'existe pas.

Elle n'existe pas, parce que la société moderne, où la production des richesses se fait par l'intervention du capital salariant le travail, l'accroissement de la population est beaucoup plus rapide que celui de cette production, d'où il résulte que l'offre du travail doit nécessairement en surpasser toujours davantage la demande, ce qui doit avoir pour conséquence infaillible la diminution relative des salaires. La production ainsi constituée, monopoliisée, exploitée par le capital bourgeois, se trouve poussée, d'un côté, par la concurrence que se font les capitalistes entre eux, à se concentrer chaque jour davantage entre les mains d'un nombre toujours plus petit de capitalistes très puissants, — les petits et les moyens capitaux succombant naturellement dans cette lutte meurrière, puisqu'ils ne peuvent produire aux mêmes frais que les grands, — ou même entre les mains de sociétés anonymes, plus puissantes par la réunion de leurs capitaux que les plus grands capitalistes isolés : d'un autre, elle est forcée, par cette même concurrence, à vendre ses produits au plus bas prix possible. Elle ne peut atteindre ce double résultat qu'en rejetant un nombre de plus en plus considérable de petits et de moyens capitalistes, spéculateurs, commerçants et industriels, du monde des exploitateurs dans celui du prolétariat exploité ; et en falsifiant,

en même temps, des économies progressives sur les salaires de ce même prolétariat.

D'un autre côté, la masse du prolétariat augmentant toujours, et par l'accroissement naturel de la population, que la misère elle-même, comme on sait n'arrête guère, et par le renvoi dans son sein d'un nombre toujours croissant de bourgeois, ci-devant propriétaires, capitalistes, commerçants et industriels, — et augmentant, comme je viens de le dire, dans une proportion plus forte que les besoins de la production exploitée en commandite par le capital bourgeois, — il en résulte une concurrence désastreuse entre les travailleurs eux-mêmes ; car n'ayant d'autre moyen d'existence que leur travail manuel, ils sont poussés, par la crainte de se voir remplacés par d'autres, à vendre leur travail au plus bas prix possible. Cette tendance des travailleurs, ou plutôt cette nécessité à laquelle ils se voient condamnés par leur misère, combinée avec la tendance plus ou moins forte des patrons à vendre les produits de leurs travailleurs, et par conséquent aussi à acheter leur travail, au plus bas prix possible, reproduit constamment et consolide la misère du prolétariat. Etant misérable, l'ouvrier doit vendre son travail presque pour rien, il devient de plus en plus misérable.

Oui, plus misérable, vraiment ! Car dans ce travail de forçat, les forces productives de l'ouvrier, abusivement appliquées, impitoyablement exploitées, excessivement dépensées et fort mal nourries, s'usent vite ; et une fois qu'elles se sont usées, que vont sur le marché son travail, que vont cette unique marchandise qu'il possède et dont la vente journalière le fait vivre ? Rien ; et alors ? Alors il ne lui reste plus rien qu'à mourir.

12<sup>er</sup> LOT : 1.500 francs

V. Crastie. — André Breton.  
A. Memmi. — La Statue de sel.  
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.

13<sup>er</sup> LOT : 1.200 francs

B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.  
F. Boyer. — Jeux interdits.  
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14<sup>er</sup> LOT : 850 francs

Entretien psychiatriques 1952.  
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.  
La Connaissance paranormale.

15<sup>er</sup> LOT : 850 francs

Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).  
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.  
R. Neumann. — Colin-Mallard.

Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 8032-34

## Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

6<sup>er</sup> LOT : 950 francs

T. Mende. — L'Inde.  
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

7<sup>er</sup> LOT : 1.000 francs

Henry Poulaille. — Pain de soldat.  
Le Pain quotidien.  
G. Glaser. — Secret et Violence.

8<sup>er</sup> LOT : 450 francs

F. Planche. — Kropotkine.  
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.  
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

9<sup>er</sup> LOT : 1.000 francs

J. Cervione. — La Femme du docteur.  
G. Glaser. — Secret et violence.  
R. Roban. — Si l'Allemagne avait vaincu.

10<sup>er</sup> LOT : 500 francs

R. Vailland. — Bon pied, bon œil.  
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.  
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11<sup>er</sup> LOT : 500 francs

C. Abdullah. — Maison d'enfants.  
J. Humbert. — En pleine vie.  
D. Laurence. — La Connaissance paranormale.

# SOLIDARITÉ des travailleurs Nord-Africains

Nous insérons ci-dessous la déclaration du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques concernant la solidarité effective du prolétariat nord-africain à l'action des ouvriers français pendant les grèves d'août. Nous pensons qu'il était de notre devoir de le communiquer à tous et qu'elle ne fera que resserrer davantage l'amitié, la fraternité qui nous unit à nos camarades nord-africains, surexploités par le patronat français et colonialiste. Ceci nous engage à combattre les inégalités de salaires dont sont victimes nos camarades algériens. Ils ont montré en maintes occasions leur solidarité avec le prolétariat français. Sachons être dignes en exigeant dans nos luttes le salaire égal pour tous. N.D.L.R.

## Déclaration de la Délégation permanente du M.T.L.D. à Paris à propos des grèves qui se déroulent actuellement en France

**L**A classe ouvrière française est engagée dans une action, d'une ampleur sans précédent depuis 1944, pour l'amélioration de son sort. Le magnifique mouvement de grèves, qui s'amplifie chaque jour et atteint maintenant le secteur privé après avoir mobilisé la Fonction publique et le secteur nationalisé, est l'expression d'un mécontentement légitime et d'une volonté de la classe ouvrière française d'arracher notamment une augmentation des salaires, l'abrogation des décrets-lois, la convocation du Parlement et la réunion de la Commission des conventions collectives.

Le gouvernement français, qui veut maintenir et accentuer une politique réactionnaire d'exploitation de la classe ouvrière au service d'un capitalisme impérialiste, est un gouvernement qui dirige également la répression colonialiste en Afrique du Nord pour briser le mouvement national. Ceux qui veulent le maintien des bas salaires en France et qui veulent remettre en question les conquêtes sociales de la classe ouvrière française sont les mêmes qui maintiennent Messali Hadj en déportation, pour suivre nos dirigeants et jetter nos militants dans les prisons ; ce sont les mêmes qui sont responsables du crime du 14 juillet et de la mort de sept manifestants, dont six militants du M.T.L.D.

Le M.T.L.D. salut la classe ouvrière française qui renforce chaque jour son magnifique mouvement et lui exprime son entière solidarité pour toutes ses légitimes revendications.

Le M.T.L.D. exprime sa satisfaction de la part active prise par les travailleurs algériens, particulièrement ceux des secteurs privé et nationalisé, dans les actions menées avec les travailleurs français.

Le M.T.L.D. se félicite de l'attitude des chômeurs algériens que le patronat considère comme une masse de réserve destinée à jouer le rôle de « briseurs de grève » et qui, en refusant de répondre aux offres d'embauche du gouvernement, donnent une leçon de solidarité prolétarienne.

Le M.T.L.D. demande à tous les Algériens émigrés en France, et qui suivent un régime de surexploitation odieusement raciste, lient leurs intérêts à ceux des ouvriers français, de continuer à s'associer à toutes les actions engagées pour des revendications professionnelles dans l'unité la plus complète avec les ouvriers français.

Les travailleurs algériens mobilisent toutes leurs énergies afin d'œuvrer pour le renforcement du mouvement magnifique engagé depuis le 4 août et qui fera reculer le gouvernement en

imposant la satisfaction des légitimes revendications des ouvriers français et algériens.

Plus que jamais, les Algériens doivent concrétiser par leurs actions le mot d'ordre essentiel du M.T.L.D. qui, s'adressant aux ouvriers français, leur dit : « Notre lutte est la même ! »

La délegation permanente à Paris du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en Algérie. (M.T.L.D.)

### LE COIN DE NOS CORRESPONDANTS

## Racisme outrancier

Dunkerque le 1-9-1953.

Chers Amis du « LIB »,

Etant donné vos désirs de recevoir les faits divers pour soutenir le « LIB », journal de tous les travailleurs de bonne volonté, je crois vous avoir déjà dit que j'étais un grand sympathisant depuis un grand nombre d'années.

Croyez-moi : je suis toujours le premier volontaire pour vous signaler les faits anormaux me concernant, ainsi que tous ceux qui m'entourent.

Récemment, je vous ai signalé une injustice me concernant personnellement pour le paiement de mes contributions. Aujourd'hui, j'ai un fait divers un peu plus intéressant que vous allez constater par vous-mêmes, et qui mérite, d'après moi, d'être porté à la connaissance des lecteurs. Ceci nous montrera, une fois plus, que le racisme est une maladie contagieuse chez nos gouvernements.

Un négociateur algérien, naviguant depuis dix-huit années dans la marine marchande française sans compter les cinq années enrôlé dans les armées pendant les hostilités, vient d'être victime d'une injustice raciste extraordinaire. Je vous envoie la copie de son certificat délivré par un chef mécanicien d'un navire, sans ajouter aucun commentaire.

« S.S. Liévin », de la Société industrielle, commerciale et maritime, siège social, n° 2, rue Esprit-des-Lois, à Bordeaux (Gironde).

Je soussigné Pasquin M., chef mécanicien à bord du « S.S. Liévin », certifie avoir employé, en qualité de chauffeur (chauffe au charbon), le nommé Chabanne Bonazza, matricule 594.I.D., du 30 décembre au 7 janvier. Chabanne Bonazza m'a donné entière satisfaction par son travail et sa conduite.

Il a dû être débarqué à Rouen, pour raison indépendante de ma volonté. (Application des Accords de Sattle concernant le logement des chauffeurs blancs et coloniaux à bord des navires).

En foi de quoi je lui délivre ce présent certificat.

Signé : PASQUIN.

Je vous rappelle que je n'ai ajouté aucun commentaire et l'homme en question est un être menant la même vie que n'importe quel européen.

Surtout ne croyez pas que le « LIB » restera oublié dans notre mémoire. Je propose de venir vous rendre une visite prochainement à Paris, pendant mes congés annuels, mais avant toutes choses, je voudrais faire comprendre à tous mes camarades, que le Libertaire est le soutien de tous les travailleurs, chose d'ailleurs très facile puisqu'ils sont devenus des vrais libertaires et me réclament toujours les derniers numéros.

E. F.

## Une saloperie patronale

Camarades,

En quelques lignes, je vais essayer de vous donner tous renseignements utiles sur les faits survenus à l'usine.

A la suite de la grève du 13 août

(jeudi), M. A. de la Celle, directeur des Acieries et Laminaires de la Riacamare a cru bon de fermer son entre-

prise, sous prétexte de modernisation de celle-ci, mais, en fait, c'est une

sancction déguisée. Non content de

cela le bruit court à la Riacamare, que

les travailleurs en grève avaient fait

du sabotage. Ce n'est qu'une vaste

rumour, car M. de la Celle sait

bien que c'est faux, car dès la pre-

mière entrevue en date du vendredi

14 août avec les délégués, M. de la

Celle ne put rien reprocher aux tra-

vailleurs.

Cette maxixe jette le discrédit

envers nos camarades métallurgistes

de cette entreprise, qui ont lutté aux

côtés de tous les métallos de la Loire

pour leurs revendications et contre les

décrets-lois.

En renvoyant tout le personnel des

laminaires, M. de la Celle viole le droit de grève reconnu dans la constitution.

D'autre part, pour montrer le patron qu'est M. de la Celle, je tiens à préciser que celui-ci a eu l'audace d'embaucher une dizaine de travailleurs, au même moment qu'il en licenciait un nombre exact de 63.

Devant cette situation qui est peu tolérable, les délégués du personnel et le syndicat C.G.T., seul existant, est intervenu auprès de l'Inspection du travail et exigent une réunion avec la direction, afin d'étudier la réparation du travail existant, du fait que les travailleurs occupés au montage et à la transformation, font 54 heures par semaine.

Nul doute, que l'action unie des travailleurs de cette usine fera échec aux sanctions qui ont été prises et obligera M. de la Celle à de meilleurs sentiments et le patron à respecter son personnel qui, lui, saura détenir ses droits.

CHRIST.

## S'informer pour

## mieux combattre

reprend le lendemain du dernier jour de maladie. Le salarié reçoit pour les jours de congé l'indemnité de congés payés et, pour les jours de maladie, les prestations de Sécurité sociale.

Selon cette interprétation, les jours de maladie pendant lesquels le salarié est considéré comme étant dans l'incapacité de travailler auraient pour effet de « neutraliser » un nombre équivalent de jours de congé.

Il y aurait dans ce cas « suspension » des congés payés pendant la maladie.

Cette solution ne repose sur aucun texte législatif et, de plus, elle est

contrarie à la jurisprudence constante de la Cour de cassation.

La Cour suprême, en effet, par deux arrêts du 19 janvier 1939 et du 12 juillet 1942 a posé le principe que le salarié ne pouvait exiger le prolongement de son congé à l'expiration de sa maladie et a admis qu'il pouvait cumuler pendant les jours de maladie, des indemnités journalières d'assurances sociales et l'indemnité de congé payé.

La solution proposée par le ministre du Travail, non sanctionnée par les tribunaux, ne peut avoir que la valeur d'une simple recommandation.

### En pratique

Le ministre du Travail l'a implicitement admis puisque, dans une autre réponse à une question écrite (« J. O. des Débats parlementaires » du 23 janvier 1952) il a déclaré que seule une modification apportée aux textes législatifs pourrait permettre d'instaurer un régime plus favorable aux salariés.

Actuellement donc, un employeur est parfaitement fondé à refuser toute prolongation de la durée du congé payé d'un des membres de son personnel qui justifient d'avoir « perdu » une partie de son congé pour raison de maladie.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que l'employeur est pratiquement dépourvu de tout moyen de contrôle pour vérifier les déclarations de son employé si ce dernier se trouve en villégiature loin de son domicile habituel.

Bien entendu, en l'état actuel de la jurisprudence, si le salarié tombe malade ou est encore malade le jour où il devrait reprendre son travail, il passe automatiquement à cette date de la situation de « congé payé » à celle de « maladie » vis-à-vis de son employeur.

## SOUSCRIVEZ pour Le Libertaire

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## A BAS LA HIERARCHIE ECONOMIQUE !

**L'égalité des salaires doit être inscrite  
au fronton des revendications**

Les récentes grèves nous auront apporté, à nous communistes libertaires, une satisfaction morale qui se traduit par cet abandon progressif de la hiérarchisation.

Il nous appartient de citer particulièrement l'action des postiers qui, dans leurs revendications, ont appuyé sur L'UNIFORMITE de l'augmentation des salaires et de la prime pour chacun.

Même, les autres syndicats ont suivi et ces augmentations de 5, 10, 15 % n'ont pas eu cours. Uniformité, c'est déjà une victoire, c'est déjà un frein, un coup de barre à l'éventail des salaires qui se développait démesurément, arbitrairement.

Aucune centrale ne peut se glorifier d'en être la promotrice, et ce serait même démagogique si l'une d'elles en avait l'intention. A force de propagande, de ténacité, de participations aux luttes ouvrière-

res, les idées communistes-libertaires pénètrent et la réceptivité ouvrière les dégagé à l'insu et bien malgré les bonzes attachés à la hiérarchie de par leur fonction éternelle et la mauvaise habitude de se considérer en haut et de l'borgner le bas avec un peu trop de mépris.

Les ouvriers comprennent donc que la hiérarchie des salaires fait partie de cet arsenal contraire à leur véritable unité. Les dernières revendications n'auraient pas résisté l'éventail des salaires, mais elles l'auraient stoppé. La lutte qui, atténuée dans sa forme, n'en continue pas moins. Un temps de répit, cependant qui ne doit pas nous laisser inactifs. Elle rebondira bientôt et plus virulente. Les travailleurs devront accentuer leur action vers cet étranglement de la hiérarchie.

Si nous préconisons l'égalité économique, ce n'est pas seule-

ment parce qu'elle est incluse dans les principes du communisme libertaire, mais qu'elle se situe aussi dans les buts du syndicalisme et que la formule : Suppression du patronat et du salariat incluse dans la Charte d'Amiens en est la démonstration la plus exacte.

Que la C.G.C. se soit élevée contre cette prévention, ne nous étonne pas. La C.G.C. n'est pas composée spécifiquement de techniciens, de vrais techniciens dont la connaissance professionnelle est certaine. Ceux-ci sont submergés par les rampants, les plieurs d'échelle et ce sont ces derniers qui font la loi à la C.G.C. Il n'y a pas plus ignare qu'un cheffailon et que peut-on demander à un abruti de cet espèce ? Lui parler de devoir social, de collectivité, de responsabilité, c'est impossible. L'ouvrier le plus bas de l'échelle sociale est capable de lui rendre 100 pour 1 dans l'exécution du travail et le « cadre » est perdant d'avance.

Poussons donc toujours plus loin notre action. Nous devons toujours lutter pour la véritable égalité économique. Celle-ci est impossible en régime capitaliste car elle met en cause la structure même du régime, celui-ci ne pouvant subsister que par la division et le célèbre axiome « Diviser pour régner », trouve ici toute sa véritable valeur, nous devons perséverer vers ce but : l'égalité économique. Ce n'est pas parce que nous trouvons en cette période un incapable sur cent, et cela pour répondre d'avance à un argument trop souvent usité que nous devons faire le jeu du capitaliste. Notre but est celui de la classe productrice : la destruction du régime d'exploitation. Nous ne cherchons nullement à vivre dans le cadre du régime comme tous les faux socialistes, les faux communistes. Égalité économique, oui, car tous les ouvriers sont frères, tous sans exception, même les diminués physiquement, professionnels, ont droit de participer à la table de la vie. Car

— le droit au travail pour tous les Algériens sans distinction aucune ; — l'interdiction de plusieurs revenus professionnels dans le ménage ; — le retour à la semaine de 40 heures dans le secteur public et l'industrie ; — l'égalité dans l'emploi, la suppression des mutations de fonctionnaires dans le sens France-Algérie ; — l'arrêt de l'immigration européenne.

Le 11 août, une délégation de 12 éléments du Comité, accompagnée d'un élu municipal MTL.D, s'est rendue à la mairie.

L'ouverture de grands chantiers de constructions (écoles, habitations, conduites d'eau) leur a été promise pour la fin du mois de septembre par les responsables désignés par le maire. Elle s'est rendue ensuite à la sous-préfecture où elle a déposé un cahier de revendications. Au cours du meeting, les orateurs se sont élevés énergiquement contre l'attitude de l'Administration qui répond par la répression aux revendications des « Sans-Travail » algériens et ont stigmatisé l'attitude de ceux qui tentent de se servir des provocations d'Al-Témouchent pour miner le moral des chômeurs.

## AUX QUATRE COINS DU MONDE

## Luttes ouvrières

### 25.000 ouvriers de FIRESTONE obtiennent une augmentation de salaire

New-York. — Les 25.000 ouvriers des usines de pneumatiques « Firestone », Cleveland (Ohio), en grève depuis huit jours, ont décidé de reprendre le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de douze cents (42 fr.).

clements de deux mille ouvriers, en cours dans les acieries de cette ville.

D'autre part, une grève tournante de quatre heures des 60.000 travailleurs des usines Fiat a été décidée par les organisations syndicales de toutes nations, les dirigeants de la firme ayant rejeté les revendications ouvrières touchant le relèvement des salaires.

### Nouvelles grèves en Italie

Rome. — Une grève de 24 heures, à l'échelle nationale, a été décrétée pour vendredi 11, dans le secteur des industries chimiques et pour mardi 15, dans celui des industries textiles, par les organisations syndicales de toutes nations politiques, à la suite du refus opposé par les organisations patronales de renouveler les contrats collectifs du travail.

### Pour accentuer notre lutte ouvrière SOUSCRIVEZ !

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

## L'administration Française d'Algérie se moque des chômeurs